



EurAc: Une force de stabilisation européenne peut faire la différence au Nord-Kivu

Après la prise de la base militaire de Rumangabo le 26 octobre 2008, les troupes du CNDP de Laurent Nkunda ont continué leur marche sur Goma. Le mercredi 29 octobre, l'armée congolaise (FARDC) a abandonné la ville. La Monuc n'a pas pu ou voulu bloquer l'avancée de la rébellion, laquelle s'est arrêtée aux portes de Goma. Quelques unités restantes des FARDC, en débandade, se sont livrées aux pillages et aux viols; au moins neuf civils ont trouvé la mort dans la nuit du 29 au 30 octobre. Depuis lors, la sécurité dans la ville est assurée par les FARDC et la Monuc. Dans la période entre la prise de Rumangabo et l'abandon de Goma par les FARDC, la population a organisé des manifestations violentes contre la MONUC. Les combats ont entraîné un très grand nombre de nouveaux déplacés que les organisations estiment à 200 000 personnes.

Ces événements dramatiques se sont déroulés de manière concomitante avec le recrutement en Ituri d'ex-soldats congolais par un groupe d'officiers de l'ancienne rébellion des Forces armées populaires du Congo (F.A.P.C). Au même moment, de nouveaux affrontements entre les FARDC et la LRA ont eu lieu en territoire de Dungu en Province Orientale, entraînant le déplacement de 50 000 personnes.

Le réseau des ONG européennes pour l'Afrique Centrale – EurAc - s'inquiète fortement du risque de voir la région retomber dans une guerre internationale ouverte. EurAc rappelle qu'une condition incontournable d'une sécurité durable au Congo est la mise en place d'une armée nationale performante et disciplinée. C'est pourquoi le réseau continue de plaider pour une accélération des réformes du secteur de sécurité.

Entre-temps, EurAc estime que la Monuc a un rôle indispensable à jouer à court et moyen terme : cela implique qu'il y ait la volonté politique et qu'elle soit dotée des moyens nécessaires afin qu'elle capitalise entièrement son mandat en mettant en application les directives opérationnelles permettant des actions offensives contre les bandes armées comme le prévoit la résolution du 15 mai 2007 du Conseil de sécurité.

En constatant qu'à l'heure actuelle, ni les Forces Armées de la RDC ni la Monuc n'ont les capacités et la crédibilité nécessaires pour imposer sur le terrain le respect des accords de Goma et de Nairobi, EurAc recommande à l'Union européenne et à ses états-membres de :

- 1) ***mobiliser et déployer à très court terme une force de stabilisation militaire :***
Cette force (a) aura un impact rassurant immédiat sur la population congolaise qui n'a plus aucune confiance dans la Monuc ; (b) aura un impact de dissuasion sur les auteurs de troubles ; et (c) peut faire la différence en termes opérationnels à condition d'une articulation fine avec les FARDC et la Monuc pour le désarmement du CNDP et des FDLR. Avec des termes de référence bien précis et un mandat bien défini dans le temps et dans l'espace, une telle mission européenne peut stabiliser la situation humanitaire et sauver un processus de paix, auquel il n'existe à ce jour aucune alternative. Pour atteindre ces objectifs, la force de stabilisation militaire ne

doit pas seulement s'occuper des conséquences de la crise, mais aussi (et d'abord) des causes : le non-respect des accords de Nairobi et de Goma et la lutte pour le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles, dont le commerce entretient les groupes rebelles. EurAc est convaincu qu'il n'y a pas de solution militaire aux conflits au Nord-Kivu ; néanmoins, force est de constater qu'aucune solution politique négociée n'a de chance de réussir sans une pression réelle exercée sur les signataires des accords de paix pour qu'ils respectent leurs propres engagements.

- 2) **rétablir le cadre des Accords de Goma et de Nairobi** par une pression diplomatique (a) sur le Rwanda pour qu'il empêche tout appui venant de son territoire à la rébellion de Nkunda ; et (b) sur la RDC pour qu'elle empêche toute complicité opérationnelle entre son commandement sur le terrain et des milices des FDLR. Nous applaudissons chaque initiative diplomatique qui vise à remettre les Accords de Goma et de Nairobi à l'ordre du jour comme cadre de résolution du conflit. EurAc demande également à l'Union européenne de **soutenir et accompagner la mise en œuvre du projet Amani** par la mise à disposition des moyens nécessaires et par le soutien aux actions de la société civile tant en matière de vulgarisation et de médiation que sur le plan humanitaire.
- 3) **activer et soutenir le cadre créé par le Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs** signé à Nairobi le 15 décembre 2006 par les chefs d'Etat et de Gouvernement de onze pays au deuxième Sommet de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL). Selon les projets et les protocoles élaborés dans les réunions préparatoires, la CIRGL se propose de contribuer à l'éradication des causes des conflits cycliques et à transformer la région en un espace de sécurité durable, de stabilité politique et sociale, de croissance économique et de développement partagés. Le suivi de la Conférence et la mise en œuvre des projets n'ont pas eu lieu malgré l'entrée en vigueur du Pacte le 21 juin 2008. Les contributions des partenaires de la RDC au Fond spécial de reconstruction et de développement sont indispensables pour que le Pacte devienne une réalité.

Pour plus d'informations :
Kris Berwouts
Rue des Tanneurs, 165 B - 1000 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 (0)2 213 04 00
Mobile: +32 (0) 485 070 852
@: kris.berwouts@EurAc-network.org
www.EurAc-network.org